



PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

Discours du Premier ministre François FILLON
devant la communauté française du Japon
Tokyo – Samedi 22 octobre 2011

Mes chers compatriotes,

Je m'apprête à battre un record, puisque je pense que dans l'histoire de la V^{ème} République, je serai le seul Premier ministre qui sera venu 3 fois au Japon pendant l'exercice de son mandat. Je voudrais d'abord remercier Monsieur LEGER le chargé d'affaires, pour la tâche lourde qui est la sienne en l'attente de la nomination du nouvel ambassadeur et puis pour avoir – avec toute l'équipe de l'ambassade – organisé cette visite.

J'avais choisi, à la demande du Président de la République, de venir au Japon et en Corée pour préparer le G20 qui va se tenir dans quelques jours à Cannes et qui, compte tenu de la situation économique dans laquelle se trouve aujourd'hui le monde, revêt une importance particulière.

Mais j'ai estimé qu'il n'était pas possible de venir au Japon simplement pour parler du G20, et sans rencontrer sur le terrain ceux qui ont souffert de la catastrophe du tremblement de terre et du tsunami et sans vous rencontrer vous-mêmes. Et je suis heureux de le faire avec Thierry MARIANI, le ministre des Transports, Edouard COURTIAL, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et Eric WOERTH, parlementaire, député-maire de Chantilly qui m'accompagnent.

Comme tous les Français, j'ai été profondément touché par les souffrances qui ont été imposées au peuple japonais par la catastrophe du 11 mars, et par l'accident de la centrale de Fukushima.

Nous avons tous été admiratifs du courage, de la dignité et de la détermination du peuple japonais. Le courage de tous ceux qui, dans les régions dévastées par le tsunami ou autour de la centrale de Fukushima, ne reculaient devant aucun sacrifice dans l'espoir de venir en aide à leurs concitoyens.

La dignité des survivants qui avaient tout perdu mais qui, moins d'une semaine après la catastrophe, s'entraidaient déjà pour poser les fondations des premiers logements temporaires.

Le Président de la République française a été le premier responsable étranger à venir exprimer, ici et devant vous, notre amitié et notre solidarité à l'égard du peuple japonais.

Depuis, ce message du Gouvernement français, a été relayé par Frédéric MITTERRAND à l'occasion d'un 14 juillet exceptionnellement organisé à Koriyama, puis par Thierry MARIANI qui est venu lui-même à Sendai à la fin du mois d'août, et enfin en septembre dernier par le Président de l'Assemblée nationale Bernard ACCOYER.

Cet après-midi, je me suis rendu à mon tour dans la ville dévastée d'Ishinomaki, où j'ai rencontré des habitants et des volontaires qui tentent de redonner à la vie – aussi difficile que ce soit – un cours normal. La France a été là dans l'urgence, des personnels de la Sécurité civile ont été envoyés dans la région de Sendai, puis de Misawa. Au lendemain de la catastrophe, nous avons envoyé du fret humanitaire et nous avons livré des matériels spécialisés au moment où la situation était la plus critique à la centrale de Fukushima.

Cette phase est en passe de se terminer.

Aujourd'hui le Japon est engagé dans un effort de reconstruction et dans un effort de gestion à long terme de la situation causée par l'accident de la centrale nucléaire. Les défis sont des défis considérables et, naturellement, le Japon compte d'abord et avant tout sur ses propres forces, celles d'un grand pays qui dispose de moyens très importants. Mais il peut aussi avoir besoin de notre aide.

D'abord dans le domaine nucléaire pour lequel la France possède une grande expertise.

Je rencontrerai demain mon homologue japonais Monsieur NODA, je lui dirai que la France est prête à continuer et à renforcer son soutien dans la maîtrise à long terme de la situation de la centrale de Fukushima. Et pour que tous les Japonais puissent retrouver au plus vite la vie normale à laquelle ils aspirent, où qu'ils habitent, je lui proposerai de s'appuyer sur l'expertise de nos organismes publics en matière de traitement des zones contaminées.

Nous allons aussi évoquer les propositions, que j'ai à plusieurs reprises formulées au nom de la France depuis cette crise, pour que l'on en tire toutes les conséquences, notamment dans le cadre de l'AIEA. Il s'agit d'accroître encore le niveau de sûreté des centrales nucléaires, il s'agit d'améliorer la capacité de réaction des opérateurs partout dans le monde, et il s'agit de mettre en place des structures d'urgence capables d'intervenir là où se produisent des crises.

La coopération franco-japonaise, dans le domaine de la sismologie ou encore dans celui du développement durable et des énergies renouvelables, pourra également contribuer à aider nos amis japonais à définir au mieux les paramètres de la reconstruction des régions dévastées.

L'admiration réciproque que nous ressentons pour nos cultures s'est manifestée par la mobilisation très forte de la communauté artistique, qui a souhaité dire sa solidarité avec beaucoup de générosité. Depuis le mois de mai, le programme « France Japon, ensemble pour demain » qui a été mis en place par l'ambassade regroupe toutes ces initiatives et assure leur pérennité.

L'élan de solidarité a touché des milliers de nos compatriotes, et chacun a voulu apporter sa contribution à la mesure de ses moyens.

Ici, je sais que vous avez été très nombreux à agir simplement – et souvent de manière anonyme – pour venir en aide aux habitants en détresse.

C'est finalement un des principes de ce pays qui vous a accueilli que de vous rendre les bienfaits reçus, vous avez montré que ce principe vous l'aviez fait vôtre. Cet après-midi à Ishinomaki, j'ai rencontré des Français mobilisés pour aider au nettoyage, à la réhabilitation des zones sinistrées, et je sais qu'ils sont des centaines à le faire depuis des mois, notamment tous ceux qui sont mobilisés par l'association des Français du Japon, tandis que d'autres distribuent des repas chauds à travers les tournées de la « Caravane des chefs » dans le Tohoku. D'autres encore mettent à profit leur savoir-faire d'architecte, construisent des maisons communautaires pour les personnes qui ont perdu leur toit.

A tous ceux qui ont participé à cet élan du cœur, je veux simplement dire : merci, chacun dans votre domaine vous avez fait honneur à la France et vous avez mérité la reconnaissance de la nation toute entière.

Bien entendu, la Communauté française elle-même n'a pas été épargnée par le séisme du 11 mars, même si nous n'avons heureusement eu aucune victime à déplorer.

Les services de l'Etat ont réagi pour lui porter assistance pour rechercher les personnes qui ne donnaient plus de nouvelles. Les équipes de l'ambassade doivent aussi être saluées pour

leur mobilisation tout au long de cette crise. Depuis, la communauté française au Japon s'est largement reconstruite, ce qui est finalement la meilleure marque de confiance dans l'avenir du Japon. Nos entreprises continuent à se développer et à investir ici, y compris pour celles qui ont été directement touchées par la catastrophe du 11 mars.

Evidemment tout n'est pas comme avant, je connais vos inquiétudes sur la contamination de la chaîne alimentaire. Je veux vous dire que nous travaillons étroitement avec les autorités japonaises et vous signaler – mais vous le savez déjà – que l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire et le Commissariat à l'Energie atomique mettent en ligne à votre disposition des notes sur Internet mises à jour, et qui vous apportent les conseils et les préconisations utiles à votre vie quotidienne.

Je sais aussi que vous attendez avec beaucoup d'impatience l'ouverture du nouveau lycée français l'année prochaine, et que vous vous inquiétez de l'impact de la baisse momentanée de ces effectifs après les événements de mars sur ses capacités de financement.

Je veux vraiment vous rassurer, votre communauté mérite des infrastructures à la hauteur de ses attentes. Lorsque le nouveau lycée français de Tokyo ouvrira ses portes l'an prochain, je veux comme vous qu'il soit emblématique de notre engagement au Japon ; et avec le soutien de tous je suis convaincu que nous y arriverons, avec l'aide des pouvoirs publics mais aussi avec celle des entreprises, dont certaines ont déjà prouvé leur engagement et leur sens des responsabilités.

Mes chers compatriotes, vous le savez, le contexte actuel est particulier pour nous aussi, Européens.

Nous sommes à la veille de deux rendez-vous très importants pour l'Europe et c'est aussi de cela que je suis venu m'entretenir, hier avec les autorités coréennes et demain avec le Premier ministre NODA.

Dimanche et mercredi se tiendront à Bruxelles un Conseil européen, suivi d'un Sommet de la zone euro qui revêtent tous les deux une importance exceptionnelle.

L'Europe vit des heures difficiles, le projet européen qui nous porte depuis 60 ans est aujourd'hui menacé par la crise des dettes publiques et par la spéculation.

Pour faire front à ces difficultés, l'Europe doit être unie et elle doit être solidaire. Et dans une période où chaque journée qui passe apporte son lot de bouleversements, je pense que nous n'avons jamais eu aussi besoin de volonté politique. La vérité c'est que si nous écoutions les experts, nous aurions déjà abandonné la Grèce, nous aurions déjà laissé tomber le projet européen, nous aurions géré cette crise de façon technique et financière en oubliant tout ce qui nous porte dans l'aventure européenne, tout ce qu'elle représente par rapport à l'Histoire de nos nations, mais surtout tout ce qu'elle représente par rapport à l'avenir du continent européen dans ce contexte de bouleversements, dans ce contexte de mondialisation où nous avons plus que jamais besoin de nous serrer les coudes.

Cette crise des dettes publiques a révélé les lacunes de l'union monétaire européenne.

Nous avons construit la monnaie unique sans bâtir en même temps le Gouvernement économique commun et, donc, sans harmoniser nos budgets, nos fiscalités, notre organisation économique et sociale. Et nous avons conçu une zone monétaire qui a laissé filer l'endettement public ou privé de la plupart de ses membres.

En réalité depuis 30 ans, nous dissertons sur la mondialisation – souvent avec beaucoup de compétence – mais nous n’en tirons aucune conséquence dans notre organisation propre.

Et comme la mondialisation se traduit naturellement par un nouveau partage des richesses, eh bien, la part de richesse qui revient à l’Europe est moins importante que par le passé et puisque que nous continuons à vivre exactement de la même façon, nous nous endettons et cela fait 30 ans que ça dure. Mais aujourd’hui, je crois que l’on est arrivé au bout de cet exercice.

Le monde n’est pas en train de changer, il a changé et il faut que nous en tirions toutes les conséquences.

Cette crise élève le seuil de responsabilité des hommes politiques de l’ensemble des pays européens.

Il y a d’abord ceux qui paniquent, qui envisagent de remettre en question le périmètre de la zone euro, et qui voudraient nous entraîner dans une déstabilisation générale.

Eh bien, face à cette panique, il faut agir avec beaucoup de sang-froid. L’euro en réalité nous protège, il protège notre niveau de vie et nous en avons tous bénéficié. Depuis le début de la crise grecque, nous avons avancé à grands pas sur des sujets qui avaient été trop longtemps ignorés.

En quelques mois, nous avons finalement plus progressé qu’en 20 ans en matière de régulation et en matière de supervision financière.

Pour protéger l’unité de la zone euro, nous avons renforcé notre pacte de stabilité, qui est désormais à la fois plus sévère et dont la mise en œuvre et le contrôle sera plus rigoureux. Nous avons créé un fonds européen de stabilisation financière dont les prérogatives viennent d’être accrues et qui, je l’espère, préfigure une véritable banque centrale comme il y en a dans tous les grands pays, capable de protéger la monnaie de ses pays.

Pour être plus réactif, nous avons institutionnalisé les Sommets de la zone euro et à partir de cette institutionnalisation des Sommets de la zone euro, nous allons mettre toute notre énergie à la construction d’un véritable gouvernement économique.

Au mois de juillet, nous avons apporté les premières réponses en instaurant un partage équitable des efforts entre la Grèce, le secteur financier et la communauté internationale. Ces efforts n’ont sans doute pas été mis en œuvre avec suffisamment de sévérité, ils n’ont donc pas complètement convaincu les marchés.

Eh bien, il faut maintenant – et ça sera la tâche des chefs d’Etat et de Gouvernement dimanche et mercredi prochain – que nous mettions sur la table le plan global qui permettra de démontrer, en particulier aux spéculateurs, qu’il est inutile qu’ils s’épuisent à attaquer la zone euro parce que nous la défendons.

Je suis convaincu que l’Europe surmontera cette épreuve.

Je pense qu’une véritable prise de conscience a eu lieu, les Européens ont compris l’erreur qu’a été le recours inconsidéré à l’endettement.

Aujourd’hui, tous les pays en Europe ont fait de l’assainissement de leurs économies une véritable priorité, et tous sont engagés dans une réduction de leurs dépenses publiques.

En France, nous n'avions pas voté de budget en équilibre depuis 35 ans, c'est dire si la querelle sur la question de savoir qui est responsable du déficit est une querelle assez mineure.

Pour 2012, nous avons adopté un budget qui est sans doute l'un des plus rigoureux sinon le plus rigoureux que notre pays ait connu depuis 1945. Ces deux dernières années, le gouvernement a divisé par 3 le rythme de progression des dépenses publiques, et en 2011 et 2012 nous réduisons les déficits de 45 milliards d'euros.

La moitié en réduisant nos dépenses, l'autre moitié grâce à des recettes issues des innombrables niches fiscales et sociales que nous avons inventées depuis plusieurs années.

Aujourd'hui, la crédibilité budgétaire de notre pays reste l'une des plus solides au monde, c'est une crédibilité budgétaire qu'il faut à tout prix protéger.

C'est le fruit des réformes que nous avons engagées, c'est aussi le fruit de notre discipline. Nous avons réformé les retraites, ça n'a pas été une partie de plaisir, ça n'a pas été facile, ça a suscité beaucoup de réactions mais quelle serait notre situation aujourd'hui si nous ne l'avions pas fait. Nous avons donné l'autonomie à nos universités qui en avaient tellement besoin, nous avons modernisé l'Etat, nous avons réduit ses effectifs, toutes ces mesures sont des mesures difficiles, sont des mesures qui ont créé des crispations naturelles, mais elles répondent à un seul impératif : protéger les Français et préserver les conditions de la reprise économique.

Il faut que notre pays soit compétitif, au fond c'est la seule chose qui vaille dans la bataille qui est engagée, c'est notre objectif principal depuis plus de 4 ans.

C'est pour cela que nous avons desserré le carcan des 35 heures. Certains diront pas assez, en tout cas nous l'avons fait en défiscalisant les heures supplémentaires. Nous l'avons fait parce que nous sommes convaincus que le progrès économique est indissociable du progrès social, et qu'il vaut mieux permettre à 9 millions de salariés de gagner davantage en travaillant davantage que de multiplier les RTT.

Il n'y a d'ailleurs aucune chance que nous puissions réussir à gagner cette bataille de la mondialisation sans travailler plus, sans travailler mieux, sans faire des nouveaux efforts sur notre formation, sur la qualité de notre innovation, sur notre organisation au travail.

C'est cela ou dresser autour de nous ces lignes Maginot imaginaires que certains voudraient voir construire.

Nous avons misé massivement sur la recherche, sur l'innovation, sur nos universités pour gérer des budgets qui sont désormais autonomes pour leur permettre de recruter enfin leurs enseignants comme elles l'entendent, pour les payer comme elles le souhaitent, pour associer comme elles le veulent avec des laboratoires de recherche en France ou à l'étranger, avec des entreprises.

Et puis en pleine crise économique et financière, au moment où nous engageons cette réduction des dépenses publiques, nous avons décidé de mettre 35 milliards d'euros sur les investissements d'avenir, c'est-à-dire sur toutes les technologies qui préfigurent les moteurs de la croissance économique de notre pays demain.

Aujourd'hui, beaucoup de ces moteurs économiques ont été lancés grâce à des initiatives publiques il y a 40 ans. C'est Georges POMPIDOU qui a lancé le TGV, l'AIRBUS et le

programme électronucléaire français, qui sont encore 40 ans après parmi les principaux moteurs du dynamisme économique de notre pays. Eh bien, il est grand temps que nous fassions les mêmes efforts sur les technologies qui seront les technologies de l'avenir.

Pour toutes ces initiatives, notre pays s'est doté des armes indispensables pour s'affirmer dans la mondialisation comme un pays innovant, un pays tourné vers l'avenir.

Et nous allons les 3 et 4 novembre prochains, avec les pays du G20, chercher ensemble comment mieux réguler la mondialisation et comment surtout mieux coordonner les politiques économiques des grandes puissances, pour faire en sorte que la reprise économique soit au rendez-vous.

Il y a des pays qui accumulent les richesses, qui accumulent les recettes, qui ne les dépensent pas, qui accumulent les réserves, et puis il y en a d'autres qui accumulent les dettes.

Il faut sans doute essayer de coordonner un peu ces politiques, il faudrait sans doute que nos amis chinois dépensent un peu plus, et que nos amis américains remboursent un peu plus leurs dettes. Peut-être cette explication est-elle un peu simpliste, mais je pense qu'elle dit bien des choses.

De la même façon nous voulons au cours de ce G20 que l'on aborde enfin la question des monnaies : comment expliquer que des monnaies de pays qui sont en difficulté sont de plus en plus fortes, alors que des monnaies de pays qui – au contraire – connaissent eux une véritable croissance ne suivent pas cette croissance. On a tous appris dans nos cours d'économie que les monnaies devaient refléter la réalité de l'économie d'un pays, cela n'est pas aujourd'hui le cas.

Il faut que cela change et cela suppose que dans le cadre du G20, nous trouvions progressivement les mécanismes qui permettent en confiance d'engager – notamment les grands pays émergents – dans une nouvelle approche du pilotage de l'économie mondiale.

Et puis nous voulons, à l'occasion de ce G20, engager une discussion sur la question de la volatilité des matières premières.

Nous avons bien vu depuis quelques années que cette volatilité est source de grandes difficultés pour l'économie mondiale. Il ne s'agit pas de fixer les prix de manière administrative comme par le passé, mais d'éviter simplement ces envolées soudaines du pétrole ou du gaz ou ces envolées soudaines de certains produits alimentaires, qui provoquent des famines, qui provoquent de la spéculation, qui, lorsque les prix s'envolent, c'est une catastrophe pour l'économie mondiale et pour la croissance, et quand les prix sont trop bas, c'est une catastrophe pour les pays producteurs.

Il y a donc là aussi un effort de concertation, de dialogue, de mise en place de mécanismes pour assurer une meilleure régulation de ces matières premières. Et puis enfin nous voulons, dans le cadre de ce G20, que les dispositions en matière de régulation financière (qui ont déjà été discutées à plusieurs reprises et dont certaines ont déjà été adoptées) soient totalement mises en œuvre, pour faire en sorte que l'économie soit moins financière et soit plus tournée vers la production et vers la réalité des services qui sont apportés.

Voilà, vous voyez, nous attendons beaucoup de ce Sommet de Cannes, il doit produire un plan d'action pour la croissance qui doit faire progresser la coordination des politiques économiques entre nos 20 pays.

Il doit permettre de faire évoluer le système monétaire, il doit contribuer à la régulation de la mondialisation. Bien entendu pour que ce G20 de Cannes soit un succès, il faut d'abord que les Européens lèvent l'hypothèque qui pèse sur l'économie européenne, et c'est tout l'enjeu des 3 ou 4 prochains jours.

Voilà.

Mes chers compatriotes,

Dans quelques mois vous allez être appelés à élire des députés pour vous représenter.

Nous avons voulu, avec le Président de la République, que les Français résidant à l'étranger prennent toute leur part à la représentation nationale. Nous avons voulu qu'ils soient représentés comme tous les Français par des sénateurs et par des députés.

Je pense que cette réforme est un geste de reconnaissance, un geste de reconnaissance de l'importance de votre action au service de la France et hors de ses frontières, pour la solidarité et le dynamisme qui émane de votre communauté.

Je suis venu aujourd'hui tout simplement vous remercier et je veux vous redire un mot particulier pour tous ceux qui ont vécu ici la crise du tsunami et la crise du tremblement de terre. J'ai eu souvent pendant cette période au téléphone notre ambassadeur, et je crois pouvoir dire qu'on mesurait simplement à travers le ton de sa voix, la gravité de notre conversation, le désarroi qui pouvait être celui de la communauté française et, naturellement autour de vous, celui de tous les habitants de ce pays.

Beaucoup d'entre vous sont restés, beaucoup sont revenus, je veux vous en féliciter parce que vous êtes vraiment le fer de lance de l'économie française, de la culture française ici, au Japon.

Merci beaucoup.